

VÉRIFIER AU MOMENT DE  
L'ALLOCATION



# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.

86/47

Allocution du  
très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'Etat aux  
Affaires extérieures,  
à l'occasion d'un déjeuner  
à Buenos Aires le 11 septembre

OTTAWA

Le 16 septembre 1986

Voici bientôt un an, j'ai eu l'honneur de recevoir la visite du ministre des Affaires étrangères Caputo, qui a marqué un nouveau départ dans les relations entre nos deux pays. Aujourd'hui, M. Caputo et le président Alfonsín m'ont très aimablement accueilli à Buenos Aires, ainsi que l'importante délégation d'investisseurs et d'industriels canadiens qui m'accompagne. C'est là un témoignage de notre mutuelle conviction - au Canada comme en Argentine, au gouvernement comme dans les milieux d'affaires - que nous avons beaucoup à faire ensemble.

Les relations entre nos deux pays remontent au début du siècle. Nombre de grandes sociétés canadiennes - la Banque royale, Massey Harris, Hiram Walker, Seagrams - sont établies ici depuis longtemps. Nous avons ouvert notre premier bureau commercial à Buenos Aires il y a 75 ans. Notre relation reposait alors sur les fortes ressemblances entre nos deux pays, pourtant situés aux deux extrémités des Amériques. Ces ressemblances existent toujours aujourd'hui, mais force nous est de reconnaître que nos échanges, après 75 ans, laissent beaucoup à désirer. Je veux que cela change et tel est aussi, je crois, le désir de l'Argentine.

Les gens d'affaires et les investisseurs qui m'accompagnent aujourd'hui partagent ce point de vue. Ils ne sont pas ici parce que notre gouvernement les a invités à faire le voyage. Au contraire, ils sont venus à leurs propres frais, intimement convaincus des avantages économiques et sociaux que présentent l'investissement et la commercialisation en Argentine. Le retour de l'Argentine à un régime démocratique est applaudi par tous ceux qui, dans le monde, respectent la liberté et savent que l'économie ne saurait prospérer sans la démocratie. Notre présence parmi vous témoigne de notre confiance dans l'avenir de votre pays et dans les possibilités de coopération entre nos deux nations. Nous admirons le courageux et efficace programme de modernisation mis en train par le président Alfonsín, de même que votre effort d'ajustement en vue de jeter les bases de la reprise et de la croissance.

Le Canada est surtout connu dans le monde pour ses ressources naturelles et l'étendue de son territoire. Tout comme vous, nous sommes bien pourvus sur ces deux plans. Pour l'étendue, nous sommes le premier pays de l'hémisphère et le deuxième dans le monde. Quant à nos ressources naturelles, elles sont certes abondantes, mais beaucoup pourraient bénéficier de cours plus élevés. En fait, nous sommes fiers de notre base de ressources, et aussi d'avoir su édifier une nation moderne sur un territoire aussi vaste et parfois hostile. Mais le Canada, c'est bien plus que des exploitations minières et des paysages à perte de vue.

Nous possédons une économie moderne chaque jour plus compétitive. Nous formons une société nord-américaine toujours plus distincte, tolérante, diversifiée et confiante. Le respect des différences individuelles est tout naturel dans un pays tel que le nôtre, doté de deux langues officielles et dont la population vient des quatre coins du globe et appartient à toutes les races de la planète. Il nous est tout naturel, nous qui n'avons d'autre expérience du colonialisme que d'avoir été nous-mêmes colonisés. Nous sommes actifs dans le monde - au niveau du commerce et de l'aide, et dans notre vigoureux appui pour les institutions multilatérales. Notre économie est l'une des plus fortes de l'OCDE. Notre productivité est élevée et elle croît sans cesse. Dotés d'un territoire immense et d'un puissant voisin, il nous faut être innovateurs. Nous sommes parmi les premiers au monde pour les transports et les communications ainsi qu'en ce qui concerne d'autres technologies modernes.

Je suis ici pour mieux connaître l'Argentine, mais aussi pour parler du Canada. Nul ne saurait nier la puissance et l'influence des États-Unis dans le monde. De même, nul ne saurait nier la vigueur et l'importance d'autres pays, d'autres économies et d'autres sociétés de cet hémisphère si riche et si divers. Pays du Nouveau Monde, nous avons tous choisi des voies différentes pour tirer parti des possibilités sociales, économiques et politiques qu'offrent les Amériques. Nous devrions apprendre à mieux nous connaître.

L'économie mondiale est en mutation. Des chocs terribles sont venus l'ébranler depuis le début des années 1970. Nous sommes toujours aux prises avec le dilemme qui consiste à contrôler l'inflation tout en évitant de déclencher une récession. Or, ce dilemme ne se réduit pas aux formules ésotériques des économistes ou aux jongleries occultes des gouverneurs de banques centrales. Au contraire, il touche au cœur même de la croissance, du

développement, et de la démocratie. Malgré sa prospérité relative, le Canada n'est pas à l'abri des tensions causées par les énormes fluctuations des prix du pétrole. La baisse des cours des produits de base a réduit au chômage des milliers de mineurs canadiens; les subventions agricoles irréalistes pratiquées par la CEE et les États-Unis menacent l'existence même des fermiers au Canada comme en Argentine.

Je dirigerai la délégation canadienne lors de la réunion ministérielle du GATT qui se tiendra la semaine prochaine à Punta del Este. Cette réunion revêt une importance critique pour le Canada et pour toutes les autres nations commerçantes. Le gouvernement canadien est fermement convaincu qu'une action internationale s'impose en vue d'améliorer l'environnement commercial mondial. Tout comme l'Argentine, le Canada est fortement tributaire d'un système commercial libéral pour soutenir sa croissance et son développement, et nous sommes persuadés que la réunion de Punta del Este offre la meilleure chance de progresser dans cette voie.

Nous devons cependant nous rendre compte que les négociations du GATT promettent d'être longues et complexes, de par leur nature même, et que le monde ne saurait attendre pendant que s'effectuera la recherche de solutions à long terme. Plus particulièrement, le secteur agricole est en état de crise dans nos deux pays. Il nous faut agir maintenant si nous voulons empêcher la destruction de nos communautés agricoles. Les participants à la réunion de Cairns sur le commerce loyal des produits agricoles ont d'ailleurs convenu que pendant que se poursuivront les négociations du GATT, il faudra rechercher de toute urgence des moyens de résoudre la crise que traverse actuellement le commerce des produits agricoles.

Nous estimons à cet égard que nous pourrions, afin de réaliser des progrès, demander à un groupe de personnes éminentes de procéder d'urgence à une analyse indépendante et objective des subventions agricoles et des obstacles posés à l'accès aux marchés; celui-ci nous ferait rapport de ses constatations et soumettrait des solutions à notre examen. Nous envisagerions qu'un tel groupe nous communiquerait ses vues sur les principaux problèmes commerciaux touchant tous les produits agricoles, et plus particulièrement ceux qui connaissent actuellement de graves difficultés comme les céréales et les viandes rouges.

Le groupe pourrait être chargé d'examiner les politiques et programmes gouvernementaux qui influencent de façon significative la production et le commerce des

produits agricoles, notamment le commerce des produits de base sur le court et le moyen terme (deux à trois ans). On pourrait lui demander de proposer des mesures précises et pratiques que les gouvernements mettraient en oeuvre en commun dans le cadre de leur structure législative et de leurs programmes en cours. Les travaux du groupe viendraient compléter l'action à plus long terme du GATT, mais il est clair qu'ils ne sauraient se substituer aux négociations. Dans notre esprit, les propositions formulées par le groupe pourraient contribuer à réduire les intolérables pressions qui s'exercent actuellement sur le commerce international des produits agricoles et renforcer la confiance des producteurs dans leur propre avenir.

Dans nos efforts pour promouvoir une libéralisation du système international, nous ne nous interdisons pas pour autant de mener des négociations bilatérales avec d'autres partenaires commerciaux. Loin de s'exclure, ces deux démarches se renforcent mutuellement. Conscient de la nécessité de maintenir et de renforcer notre accès aux marchés de notre plus important partenaire commercial, notre gouvernement a engagé des négociations avec les États-Unis. Si elles aboutissent à un accord, celui-ci générera la croissance, améliorera la productivité et entraînera une plus grande spécialisation au sein de l'économie canadienne. Et si nous parvenons à triompher des tendances protectionnistes aux États-Unis, nous aurons servi les intérêts de tous en ouvrant les marchés.

Les protocoles signés récemment entre l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay ont été conçus dans cette même intention, et dans le but de construire une entité économique régionale plus forte, qui soit en mesure de livrer concurrence en toute loyauté et à armes égales sur la scène internationale.

La libéralisation progressive du commerce mondial est aussi un élément important de la stratégie mise au point pour réduire le fardeau que constitue l'endettement international. C'est folie, certes, que de prêter d'une main de fortes sommes à un pays et de lui enlever de l'autre les moyens de se procurer les devises étrangères qui lui permettraient de rembourser sa dette, en érigeant des barrières protectionnistes ou en livrant une concurrence déloyale par l'octroi de subventions. Les pays industriels doivent résister à la tentation du protectionnisme et des subventions. Nous espérons que s'engagera au plus tôt la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, car celle-ci est essentielle à la réalisation de nos objectifs.

Le renforcement des exportations est indispensable à la réussite de la stratégie axée sur la croissance que la communauté internationale a élaborée au cours de la dernière année pour régler le problème de la dette. Le Canada souscrit à cette insistance sur la croissance. Nous nous rendions parfaitement compte en effet que la stratégie précédente, fondée sur l'austérité et la compression des dépenses, mettait à rude épreuve la texture politique et sociale de bon nombre de pays débiteurs, et qu'il fallait l'assortir d'autres mesures visant à stimuler l'investissement et la croissance.

Il est heureux que nous commençons maintenant à mettre en oeuvre une stratégie faisant appel à des moyens financiers renforcés pour appuyer les mesures d'ajustement axées sur la croissance. Je sais que certains économistes latino-américains considèrent la stratégie actuelle comme un remède insuffisant. J'estime, pour ma part, que nous sommes sur la bonne voie. Le Canada a engagé 45 millions de dollars au titre du financement international consenti au Mexique. En 1985, nous avons participé aux arrangements internationaux visant à soutenir le Plan austral. Nous restons prêts à jouer un rôle constructif dans la conception et la mise en oeuvre de futures formules de financement.

Au Canada, le secteur privé est notre plus importante réserve de compétences financières, techniques et gestionnelles. Nos entreprises participent de plus en plus à des transferts internationaux de technologie qui procurent des bénéfices aux économies des deux pays en cause. Ainsi, plusieurs sociétés canadiennes sont actuellement à l'oeuvre en Argentine dans des secteurs aussi divers que les pâtes et papiers, l'hydroélectricité, les transports et les communications - pour n'en citer que quelques-uns. Cette diversification offre un exemple pratique du grand nombre de domaines dans lesquels il est possible d'allier les techniques canadiennes et argentines.

Notre gouvernement appuie activement les efforts des entreprises canadiennes en Argentine. À titre d'exemple, l'Agence canadienne de développement international a approuvé récemment, dans le cadre de son programme de coopération industrielle, l'octroi de fonds au titre de diverses études concernant la surveillance de la circulation dans la ville de Rosairo, l'implantation d'une usine de traitement de gaz liquide à Bahia Blanca, la mise en oeuvre de systèmes de gestion de l'énergie et la constitution d'une coentreprise de services d'exploitation pétrolière. La valeur totale de ces études approche le million de dollars. Nous avons par ailleurs convenu ce matin d'appuyer huit

projets de coopération technique proposés par votre gouvernement.

J'espère que ces initiatives inciteront les membres des cercles d'affaires présents ici aujourd'hui à renforcer les échanges entre nos deux pays. Pour notre part, nos deux gouvernements ont signé aujourd'hui un accord touristique. Nous nous consultons régulièrement sur les questions d'ordre commercial et économique dans le cadre de notre Commission économique mixte. Nous sommes prêts à en faire davantage, mais si nous n'avons pas l'encouragement et l'appui d'un milieu d'affaires actif, nous ne pourrons réaliser le potentiel reconnu depuis 75 ans déjà. Je vous exhorte à rechercher activement des marchés diversifiés au Canada; à conclure des contreprises et des accords de licence, au Canada, en Argentine ou dans des pays tiers; et à mettre sur pied des associations commerciales qui puissent être source de conseils, d'aide et de contacts pour les gens d'affaires canadiens et argentins.

Nous, qui sommes à la tête de sociétés démocratiques et jouissons de la liberté qu'elles apportent, avons le devoir de contribuer à la croissance économique qui constitue le fondement même de la démocratie. Car les bienfaits de la démocratie ne sauraient se matérialiser pleinement dans un climat d'incertitude économique. Le potentiel des pays et des individus ne saurait se réaliser pleinement sans la liberté que procure le développement économique.

Je puis vous assurer que nous assisterons votre peuple et votre gouvernement dans leurs efforts pour tirer pleinement parti des avantages qu'apportent la démocratie et la croissance.